

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal d' Irak

N° 531 du 18.09.2012

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Irak" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site <http://turkmenfriendship.blogspot.com/2007/10/journal-dirak-de-m-lemaire.html>

d) Sur le site <http://turkmenfriendship.blogspot.com/2007/10/journal-dirak-de-m-lemaire.html>

e) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

f) et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_irakiens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Tiré à part :

[La Turquie s'accapare le pétrole irakien!](#)

IRIB- L'exportation du pétrole du Kurdistan d'Irak vers la Turquie vient de créer des tensions, dans les relations irako-turques.

Ces derniers jours, les autorités du Kurdistan d'Irak ont annoncé le début d'une exportation limitée du pétrole de cette région, vers la Turquie; une information confirmée, également, par le ministre turc de l'Energie. Ceci, alors que le Porte-parole du gouvernement irakien, Ali al-Dabagh, a insisté, dimanche, sur le fait que l'exportation du pétrole vers les marchés mondiaux, par l'intermédiaire du sol turc, est illégale, et a mis la Turquie en garde contre une dégradation des relations bilatérales des deux pays, surtout, dans les secteurs économiques, si cela continuait. Ces derniers mois, plusieurs décisions prises par l'autorité du Kurdistan d'Irak, comme l'affaire de Tarik al-Hachemi, l'ex-vice Président irakien, réfugié, justement, au Kurdistan d'Irak, ont créé des tensions entre le Kurdistan et le gouvernement de Bagdad, et, actuellement, ces contrats pétroliers de la région du Kurdistan avec les compagnies étrangères, ainsi que l'exportation du pétrole kurde vers la Turquie, ont accentué davantage ces tensions entre Bagdad et le Kurdistan. Même si le ministre turc de l'Energie prétend que l'importation du pétrole kurde, par les voies terrestres, ne dépasse pas les 200 camions-citernes, par jour, les dernières nouvelles affirment que la Turquie a signé un contrat bilatéral avec Arbil, qui prévoit la construction d'un oléoduc, depuis le Kurdistan vers la Méditerranée. Si cet oléoduc est exploité, le taux des exportations de pétrole du Kurdistan, qui est, à présent, de 300.000 barils, par jour, atteindra, d'ici 2015, les 1.000.000 de barils, par jour. Aussi, la société américaine, "Exxon Mobile", a signé, l'année dernière, un contrat de 20 ans, pour l'extraction du pétrole, avec le Kurdistan d'Irak. De son côté "Total", aussi, a annoncé qu'il est en train de réfléchir à un investissement, au Kurdistan d'Irak. En réaction à ces activités, Hossein Shahrestani, l'adjoint du Premier ministre irakien, dans les affaires d'énergie, a dit que la position du gouvernement irakien, face à toutes les compagnies pétrolières, est claire, et qu'aucune compagnie n'a le droit de signer un quelconque contrat, sans la permission du gouvernement de Bagdad. Les spécialistes évaluent les réserves de pétrole de la région du Kurdistan d'Irak, à 45 milliards de barils, région qui, selon les mêmes spécialistes, détient entre 100 et 200.000 pieds carrés de gaz. Cette énorme réserve en énergie est suffisamment enchanteuse, pour les compagnies de pétrole, pour qu'elles oublient Bagdad, et entrent, directement, en relation avec Arbil. Selon la Constitution irakienne, tous les contrats pétroliers doivent être approuvés par le gouvernement de Bagdad, et une partie des profits doit revenir au trésor national de l'Irak. Mais selon les autorités de Bagdad, ce sont quelques groupes en position de force, dans la région du Kurdistan d'Irak, qui profitent, sans autorisation, de ces contrats juteux avec les

compagnies étrangères. Les autorités actuelles du Kurdistan d'Irak sont pointées du doigt par les groupes d'oppositions, qui dénoncent la primauté que l'on donne aux relations familiales, au sein du pouvoir, ce qui les rend, donc, inaptes à gérer le budget octroyé à cette région. On peut, donc, dire qu'une partie importante des revenus de l'Irak est entre les mains d'une minorité, qui crée des problèmes au gouvernement de Bagdad, et ce, avec le soutien de la Turquie. Et ceci crée, également, de nouvelles tensions, dans les relations Ankara-Bagdad, après l'affaire de Tarik al-Hachemi.

Irib

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

88 morts dans une série d'attentats

10-09-

Par [Le Nouvel Observateur avec AFP](#)

L'Irak est plongé depuis plusieurs mois dans une grave crise politique doublée de fortes tensions confessionnelles.

A Basra en Irak, un attentat à la voiture piégée a tué trois personnes le 9 septembre 2012. (AFP)

Au moins 88 personnes ont péri samedi et dimanche en [Irak](#) et plus de 400 autres ont été blessées dans une série d'[attentats](#) ayant notamment touché le consulat honoraire de France à Nassiriya, au sud de [Bagdad](#).

Ces attaques portent à 118 le nombre de morts dans les violences en Irak depuis début septembre.

La plupart des attaques ont eu lieu peu avant la condamnation à mort par contumace du vice-président sunnite Tarek al-Hachémi, reconnu coupable d'avoir commandité deux meurtres. Tarek al-Hachémi conteste les accusations portées contre lui et dénonce une procédure à des fins politiques.

La France visé ?

A Nassiriya, à 300 km de la capitale, une bombe placée dans une voiture stationnée à proximité du consulat honoraire de France a explosé vers 9 heures locales dimanche, selon une source diplomatique française. Le consul honoraire n'était pas dans les locaux lors de la déflagration. Selon le site internet de la municipalité, une personne a été tuée et une autre blessée.

La France, par la voix de son ministère des Affaires étrangères, a condamné "avec la plus grande fermeté les attentats perpétrés depuis hier dans plusieurs villes d'Irak (...) et particulièrement l'attentat devant le consulat honoraire de France à Nassiriya".

Dans la même ville, un attentat à la voiture piégée en face d'un hôtel a fait deux morts et deux blessés, selon le directeur de l'hôpital municipal et une source au sein des forces de sécurité. L'attaque la plus meurtrière s'est produite dimanche matin sur un marché, à proximité du mausolée de l'imam chiite Ali al-Charki, dans le sud du pays, où deux voitures piégées ont explosé. Quatorze personnes ont été tuées et 60 autres blessées, selon le docteur Ali al-Alaa des services sanitaires de la province de Missane.

Attaques à Bagdad

Bagdad n'a pas été épargnée. Cinq attentats à la voiture piégée ont tué au moins 32 personnes, dont 13 dans le bastion chiite de Sadr City, et en ont blessé 102 autres, selon une source au ministère de l'Intérieur et une source médicale.

Dans la nuit de samedi à dimanche, des inconnus ont ouvert le feu contre un point de contrôle de l'armée, près de Balad, une ville située à 70 km au nord de Bagdad. A l'arrivée des renforts, une bombe placée en bord de route a explosé.

Au total, onze soldats ont été tués et huit autres blessés, selon un colonel et une source médicale à l'hôpital de Balad. Tôt dimanche, une bombe a explosé près de Kirkouk, sur le parking du siège de la NorthOilCompany, la société pétrolière publique chargée de l'exploitation des hydrocarbures dans le nord du pays.

Sept personnes sont mortes, selon un officier de police et un médecin d'un hôpital proche.

Deux attentats ont également secoué le centre de Kirkouk (nord), faisant trois morts, selon un officier de police et un médecin de l'hôpital de la ville. Un correspondant de l'AFP a dit avoir vu de nombreuses voitures détruites et des bâtiments des autorités provinciales endommagés par les déflagrations. Les rues

de la ville étaient désertes. L'attentat contre la NorthOilCompany et les attaques dans le centre-ville de Kirkouk ont blessé 153 personnes au total, selon un responsable des services sanitaires provinciaux.

L'ombre d'[Al-Qaïda](#)

Cette vague d'attentats n'a pas été revendiquée, mais Al-Qaïda en Irak a récemment affirmé vouloir reconquérir le territoire qu'il a abandonné depuis le pic des violences ayant touché le pays entre 2006 et 2008.

D'autres attaques meurtrières ont également été signalées à l'ouest de Kirkouk, TouzKhourmatou, Tal Afar, Samarra, Taji, Baqouba, Fallouja et Mossoul.

Si les violences ont considérablement diminué par rapport aux sanglantes années 2006-2007, elles restent encore très fréquentes en Irak, plongé depuis plusieurs mois dans une grave crise politique doublée de fortes tensions confessionnelles.

10-09-09-

<http://www.assawra.info/spip.php?article803>

Dommages Collatéraux... le Pentagone prolonge

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

[Reza Pirbhai](#) : [Le coût humain de la guerre contre le "terrorisme" - Quelques chiffres](#) :

Au début de la « guerre au terrorisme » le général étasunien Tommy Franks a déclaré : « Nous ne comptons pas les corps ». Il parlait bien sûr des morts afghans. Le fait que les noms des victimes du 11 septembre aient tous été dûment gravés dans la pierre rend encore plus singulier le fait qu'on accorde si peu d'intérêt aux victimes civiles non étasuniennes ou non OTANniennes de la guerre menée en leur nom. De fait la guerre qui est actuellement dans sa onzième année et au cours de laquelle deux pays ont été envahis et occupés, ainsi que le bombardement actuel d'au moins trois pays supplémentaires, n'ont généré aucune étude exhaustive des pertes directes ou indirectes.

Le fait qu'une guerre d'une telle envergure puisse faire rage si longtemps sans volonté officielle de faire la lumière sur les nombres "des autres" tués, est révélatrice de la manière dont les états qui la mènent calculent le coût de la guerre. Si la politique officielle est de ne pas les compter, cela signifie que les morts, les estropiés, les disparus et les déplacés non étasuniens et non OTANniens ne font pas partie de l'équation. Le fait que cette politique ne semble pas être remise en cause par le public révèle une approche plus globalement préoccupante des "autres", en particulier des Musulmans. L'ONU et quelques ONG essaient cependant d'établir des comptes dans le dédale des contextes locaux engloutis dans le conflit. En dépit de l'obstruction officielle et de l'indifférence publique, on commence à avoir un aperçu des conséquences meurtrières de ces guerres.

Pour commencer, en Afghanistan les études les plus souvent citées sur l'invasion de 2001 établissent qu'environ 4000 à 8000 civils afghans sont morts dans des opérations militaires. Il n'y a pas de chiffres pour 2003-2005, mais en 2006, HumanRights Watch a recensé un peu moins de 1000 civils tués dans les combats. De 2007 à juillet 2011, la Mission d'assistance de l'ONU en Afghanistan (UNAMA) évalue à au moins 10 292 le nombre de non-combattants tués. Ces chiffres, il faut le souligner, n'incluent pas les morts indirectes et les blessés. On peut avoir une idée des morts indirectes grâce à un article du Guardian -le meilleur reportage sur le sujet- qui établit qu'au moins 20 000 personnes de plus sont mortes suite aux déplacements de population et à la famine causée par l'arrêt de l'approvisionnement en nourriture rien que pendant la première année de la guerre. De plus, selon Amnesty International, 250 000 personnes ont dû fuir dans d'autres pays en 2001 et au moins 500 000 ont été déplacées à l'intérieur du pays depuis.

Passons à l'Irak maintenant : Selon le projet Iraq Body Count (Compte des Corps Irakiens) environ 115 000 civils ont été tués dans les tirs croisés de 2003 à août 2011. Mais selon l'étude de la santé familiale en Irak de l'Organisation Mondiale de la Santé, le chiffre se monterait à 150 000 rien que pour les trois premières années d'occupation. Avec les morts indirectes, cela ferait, selon le rapport Lancet, environ 600 000 morts pour cette période. De plus, une étude d'Opinion Research Business estime qu'il y a eu, avant le milieu de l'année 2007, un million de morts violentes. Qui plus est, le Haut Commissaire de

l'ONU pour les Réfugiés fait état d'environ deux millions d'Irakiens déplacés dans d'autres pays et deux millions de plus déplacés à l'intérieur du pays depuis 2007. Il n'y a pas d'information précise sur les morts indirectes ni les blessés mais l'effondrement indéniable du système de santé irakien et des infrastructures en général (les meilleurs de la région avant 1991) suggèrent que leur nombre est au moins aussi catastrophique.

En plus des deux états sous occupation, la "guerre contre le terrorisme" s'est étendue à un certain nombre de pays voisins comme le Pakistan, le Yémen et la Somalie. Les premières armes déployées dans ces endroits ont été les "drones" étasuniens, des groupes d'opération spéciale, des agents des services secrets et les forces armées/gouvernementales des pays concernés. Etant donné la nature extra-judiciaire et clandestine de ces théâtres d'opération, il est difficile de comptabiliser les pertes en l'absence de données indépendantes. A vrai dire, on a le même problème en Afghanistan et en Irak mais tout le monde s'accorde à dire que le nombre de drones utilisés au Pakistan, Yémen et Somalie est en hausse. A ce jour, selon le Bureau du Journalisme d'Investigation, il y aurait eu au moins 357 frappes au Pakistan entre 2004 et juin 2012 (plus de 300 sous l'administration Obama). Au moins 2464 personnes ont été tuées dont au moins 484 civils (168 enfants). Le Washington Post y ajoute 38 frappes qui ont causé 241 morts (56 civils) au Yémen. Il n'y a pas de chiffres pour la Somalie mais le New York Times confirme que ce type d'opération y est mené depuis 2007 au moins.

Les officiels ou citoyens ordinaires partisans de la guerre se hâteront de rétorquer que beaucoup des chiffres cités dans cet article concernent des morts civiles dont sont responsables des combattants ennemis. Mais comment peut-on le savoir quand les données sont si incomplètes ? Et, comme cela a été mis en lumière pendant la campagne de "drones", comment peut-on distinguer les civils des combattants quand les assassins de ces derniers sont aussi leurs juges ? En vérité, même en tenant compte de ces réserves, ces attaques font du gouvernement étasunien un des gouvernements qui a commis le plus "d'assassinats ciblés", selon sa propre expression, de l'histoire. Qui plus est, comme l'a indiqué un des représentants de UMANA à propos de leur étude, *"Lorsque nous doutons du statut de non-combattant d'une ou de plusieurs victimes, nous ne les incluons pas au nombre des victimes civiles. Et donc il est fort possible que le nombre des victimes rapporté par UMANA soit sous-estimé."* En fait tous ceux qui font de telles études reconnaissent avoir ce type de problème.

Si on essaie de rassembler ces données éparées, on arrive à un minimum de 140 000 victimes civiles non étasuniennes et non OTANIennes. Et facilement à un maximum de 1 100 000. Ce qui donne 14 000 à 110 000 morts par an. Pour mieux se rendre compte de ce que cela représente, il faut se rappeler que le "Blitz" nazi sur l'Angleterre pendant la seconde guerre mondiale a fait 40 000 morts civiles. Il faut aussi se rappeler que dans cette fourchette d'estimation, ne sont pas comprises les victimes directes d'Afghanistan de 2003 à 2005 ni les victimes indirectes de 2003 à nos jours. Par ailleurs, les morts civiles causées par autre chose que les drones, comme les disparitions et les détentions secrètes, ne sont comptabilisées nulle part et les pertes résultant des campagnes militaires de commanditaires (comme les gouvernements du Pakistan et du Yémen) ne sont pas répertoriées. Le nombre des blessés, des orphelins, ou des gens privés de leurs droits, sans compter le nombre de ceux qui ont été torturés dans des prisons publiques ou privées du monde entier, n'est pas non plus pris en compte. Et enfin les souffrances des millions de personnes déplacées d'Afghanistan, d'Irak, du Pakistan et d'ailleurs sont incalculables.

Les chiffres que nous venons de vous présenter, même s'ils sont tragiquement incomplets, expliquent pourquoi les officiels des Etats-Unis et de l'OTAN refusent de les établir. Prendre en compte le stupéfiant coût humain de la "guerre contre le terrorisme" les forcerait à reconnaître que le "terrorisme" n'est pas à sens unique et que les états, et non les milices, détiennent les armes les plus meurtrières. Le choix du général Franks de ne pas compter les cadavres est révoltant mais pas surprenant. Le fait que le manque d'intérêt des opinions publiques des Etats-Unis et des pays de l'OTAN fasse écho au sien démontre qu'un consensus (fabriqué ou non) très étonnant règne dans les populations au moins en ce qui concerne ces victimes musulmanes. Rien d'autre que cette indifférence du public et des officiels ne peut expliquer l'absence d'études exhaustives sur les pertes civiles surtout lorsqu'on pleure les près de 3000

civils morts le 11 septembre et au nom desquels la "guerre contre le terrorisme" continue de se déchaîner.

[Reza Pirbhai](#)

M. RezaPirbhai est professeur d'histoire de l'Asie du Sud à Louisiana State University.

On peut le joindre à : rpirbhai@lsu.edu

Traduction : Dominique Muselet pour LGS

21 juin 2012

[Source : Le Grand Soir](#)

Le cas des terroristes manquants.

S'il y avait des terroristes réels, José Rodriguez serait mort.

Qui est José Rodriguez ? C'est le criminel qui a géré le programme de torture de la CIA.

La vaste majorité de ses victimes ne furent pas des terroristes ni mêmes des insurgés. La plupart furent de pauvres bougres kidnappés par des seigneurs de la guerre et vendus aux Américains comme "terroristes" pour toucher la récompense promise.

Si l'identité de Rodriguez était auparavant un secret, elle ne l'est plus. Il est apparu sur l'émission de CBS "60 Minutes" prenant à son crédit le fait d'avoir torturé des musulmans et utilisé l'information soi-disant obtenue pour tuer les chefs d'Al-Qaïda. Si les terroristes étaient vraiment le problème que la sécurité de la patrie (NdT : le DHS ou la Stasi, Securitate du pays du goulag levant), le FBI et la CIA disent qu'ils sont, le nom de Rodriguez serait un nom à rayer sur la liste d'élimination des terroristes. Il serait déjà dans sa tombe.

De même le serait **John Yoo** (ci-contre), qui écrivit le memo du ministère de la justice (sic) donnant le feu vert pour torturer et ce malgré qu'à la fois la loi états-unienne et la loi internationale aient banni la torture. Apparemment, Yoo, un professeur à la faculté de droit de Boalt de l'université Berkeley de Californie, était ignorant de la loi américaine et de la loi internationale. Il en va de même pour le ministère de la justice (sic).

Notez que Rodriguez, "*le tortionnaire des musulmans*", ne doit pas se cacher. Il peut aller sur les chaînes de télévision nationales, révéler son identité, et révéler ses succès à torturer et massacrer des musulmans. Il n'a aucune protection des services secrets et serait une cible très facile pour des assassins terroristes si efficaces paraît-il, qu'ils ont perpétrés le 11-Septembre.

Une autre cible facile pour être assassiné serait l'ancien ministre de la défense **Donald Rumsfeld**, qui bourra le Pentagone de va-t-en guerre néoconservateurs tels que Paul Wolfowitz et Douglas Feith, qui à leur tour concoctèrent la fausse information utilisée pour justifier l'invasion de l'Irak et de l'Afghanistan. Rumsfeld lui-même déclara les membres d'Al-Qaïda comme étant les plus vicieux et les tueurs les plus dangereux de la planète. Et pourtant, Rumsfeld, Wolfowitz, Feith, Richard Perle ainsi que les propagandistes néoconservateurs des médias tels William Kristol et Max Boot, se promènent tous depuis des années non protégés sans avoir été inquiétés par des terroristes qui chercheraient à venger le million plus de musulmans tués en assassinant les responsables.

CondiRice, **Colin Powell**, qui fit le discours mensonger à l'ONU pour lancer l'invasion de l'Irak et **Dick Cheney**, dont la protection plus que minimale par les services secrets ne serait en aucun cas un problème dans l'hypothèse d'une tentative d'assassinat déterminée ; tous ces gens profitent de la vie sans être molestés par des terroristes.

Vous rappelez-vous du jeu de cartes que le régime Bush avait fait faire avec les visages des responsables irakiens ? Si les terroristes avaient un jeu de carte similaire, tous les noms cités ci-dessus seraient des cibles de la plus haute importance. Et de fait, il n'y a eu aucune tentative d'assassinat sur aucun d'entre eux.

Bizarre non, qu'aucune de ces personnes ne soient sujette à une menace terroriste. Pourtant, les machos, durs à cuire des commandos marines qui ont soi-disant tués Oussama Ben Laden doivent avoir leur

identité cachée afin qu'ils ne deviennent pas des cibles pour les terroristes. Ces supermen américains, tueurs hautement entraînés eux-mêmes, n'osent pas montrer leurs visages, mais Rodriguez, Rumsfeld et CondiRice se baladent sans être inquiétés.

De fait, les vies de ces commandos sont tellement en danger, que le président Obama a abandonné l'énorme avantage en relations publiques et le bénéfice politique que représente une cérémonie de décoration à la Maison Blanche avec ces commandos marines héroïques. Cela est très certainement une étrange attitude venant d'un politicien. Quelques semaines après la soi-disant élimination de Ben Laden, la même unité de commandos marines, ou la vaste majorité d'entre eux, est décimée dans un crash d'hélicoptère en Afghanistan.

Si vous étiez un terroriste musulman cherchant à vous venger des crimes de Washington, essaieriez-vous de passer clandestinement une bombe dans votre slip ou vos chaussures afin de faire sauter un avion de ligne rempli de gens dont la seule responsabilité qu'ils ont de la guerre de Washington contre les musulmans est qu'ils croient la propagande de cette dernière ? Si vous vouliez même faire sauter des innocents, ne placeriez-vous pas votre bombe au milieu de la grande foule en attente de passer la sécurité de l'aéroport ainsi au passage, tuant quelques membres de la TSA avec les passagers ? Des terroristes pourraient coordonner leurs attaques, touchant simultanément dans la même minute un vaste nombre d'aéroports à travers les Etats-Unis. Ceci serait vraiment de la terreur ; de plus cela poserait un problème insoluble à la TSA : comment contrôler les gens avant même qu'ils ne soient contrôlés par la sécurité ?

Ou des attaques coordonnées dans des centres commerciaux ou des stades ?

Pourquoi des terroristes, si tant est qu'ils existent, s'embêteraient à tuer des gens alors qu'il est facile de causer un chaos total sans les tuer ? Il y a un bon nombre de sub-stations électriques non gardées. Des régions entières du pays pourraient être fermées. Une des méthodes les plus simples et effective pour causer le plus de troubles serait de larguer de grandes quantités de clous sur la chaussée aux heures de pointes à New York, Boston, Washington DC, Atlanta, Dallas, Chicago, Los Angeles, San Francisco. Vous voyez le tableau : des milliers et des milliers de voitures incapitées avec les pneus crevés bloquant les artères principales pendant des jours.

Avant que certains lecteur ne m'accusent de donner des idées aux terroristes, demandez-vous si des gens aussi intelligents pour avoir soi-disant planifié et perpétre le 11 Septembre, ne pourraient pas penser à de telles tactiques si simples, qu'ils pourraient effectuer sans grandes difficultés pour déjouer des systèmes de sécurité ou pour tuer un grand nombre de personnes innocentes ? Mon point de vue n'est pas ce que devraient faire les terroristes, s'ils existent vraiment. Mon avis est que l'absence d'actes de terrorisme faciles à faire suggère que la menace terroriste est plus une invention que la réalité. Et pourtant, nous avons un système de sécurité des plus intrusif qui n'a apparemment aucune fonction si ce n'est que d'exercer un pouvoir plus contraignant sur les citoyens américains.

Au lieu de vrais terroristes perpétrant des complots faciles, nous avons des "*complots terroristes*" rêvés par des agents du FBI et de la CIA, qui ensuite recrutent quelques pauvres hères naïves à moitié démentes, les soudoyant d'argent et d'images héroïques pour elles-mêmes, leur donnant à la fois le fil conducteur du complot et les faux explosifs. Ceci est appelé de l'arnaque, sans l'être. Elles sont orchestrées par nos propres agences de sécurité, qui produisent de faux complots terroristes, qui sont ensuite éventés par les mêmes agences de sécurité qui ont pondus les complots.

L'annonce faite par Washington est toujours : "*le public ne fut jamais en danger*". Quel complot ! Nous n'avons jamais été mis en danger par aucun d'entre eux, mais les aéroports ont été en alerte orange depuis 11 ans et demi.

Le système judiciaire fédéral et les jurys conditionnés traitent ces complots concoctés comme de véritables menaces à la sécurité des Américains et ce malgré les annonces du gouvernement que le public n'a jamais été en danger.

Les annonces de ces complots “*déjoués*” maintiennent le public lobotomisé tranquille et docile, plus servile pour plus de fouilles intrusives, d’espionnage sans mandat, d’augmentation d’un état policier irresponsable et de guerres sans fin.

La “guerre contre la terreur” est une escroquerie, qui a été utilisée avec succès pour détruire la constitution des Etats-Unis et pour compléter la transformation de la loi d’un bouclier pour les citoyens en une arme aux mains de l’état. En détruisant l’Habeas Corpus, le droit à une procédure judiciaire et un procès, et la présomption d’innocence, la “guerre contre la terreur” a de fait détruit notre sécurité

Paul Craig Roberts

Le **Dr Paul Craig Roberts** est le père de la Reaganomics et l’ancien chef de la politique au Département du Trésor. [NdT. Le ministre français de l’économie et des finances, Édouard Balladur, reconnaissant ses compétences, lui décerne la Légion d’honneur en 1987.] Il est chroniqueur et a été précédemment rédacteur pour le Wall Street Journal. Son dernier livre, "[How the Economy Was Lost: The War of the Worlds](#)" (Comment l’économie a été perdue : la guerre des mondes), détaille les raisons de la désintégration des Etats-Unis

<http://11septembre2001.blogspot.be/>

Paroles & action du président...

L’Irak au cœur des débats.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

Le Premier ministre réclame des élections anticipées

Le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki a réclamé mercredi des élections législatives anticipées en raison d’une grave crise politique qui paralyse le pays depuis six mois, un appel accueilli de façon mitigée par ses adversaires qui tentent de le renverser.

"Alors que l’autre partie refuse de s’asseoir à la table du dialogue et continue de provoquer des crises politiques successives qui nuisent gravement aux intérêts suprêmes du peuple irakien, le Premier ministre s’est vu obligé de convoquer des élections anticipées", indique un communiqué officiel.

Le mandat de la législature actuelle court jusqu’en 2014.

D’après la Constitution, le Parlement peut être dissous par le vote d’une majorité absolue de ses membres, à la demande d’un tiers des députés ou du Premier ministre après accord du président de la République.

La position du président Jalal Talabani sur la question n’est pas encore connue.

Après les élections parlementaires de mars 2010, le gouvernement n’avait été formé qu’en décembre, et certains portefeuilles clés, notamment la Défense et l’Intérieur, demeurent dépourvus de titulaire.

L’Irak traverse une crise politique qui s’est déclarée en décembre, au moment du retrait des troupes américaines, sous l’impulsion d’Iraqiya, bloc laïque dominé par les sunnites, qui accuse M. Maliki d’accaparer le pouvoir.

Les dirigeants kurdes et le mouvement du chef chiite Moqtada Sadr sont ensuite également entrés en conflit avec M. Maliki, arrivé au pouvoir en 2006 et reconduit grâce à des alliances après les législatives de 2010.

Le président kurde Talabani a opposé il y a près de trois semaines une fin de non-recevoir à ceux qui lui demandaient d’organiser un vote de défiance à l’encontre du chef de gouvernement chiite, invoquant le manque de soutien nécessaire des députés à une telle démarche.

Le président du Parlement Oussama al-Noujaifi a indiqué la semaine dernière que les députés anti-Maliki allaient de nouveau tenter d’obtenir un vote de défiance.

La décision de M. Maliki a provoqué des réactions mitigées parmi ses détracteurs.

Moqtada al-Sadr "n’est pas partisan de cette mesure, qui demande du temps", a indiqué à l’AFP Dhiaal-

Assadi, secrétaire général de son bloc, Ahrar.

"Le consensus auquel on était parvenu pour (former) le gouvernement actuel ne peut être obtenu dans ces circonstances, nous disons donc qu'il n'est pas approprié de dissoudre le Parlement car cela ne serait pas dans l'intérêt du peuple", a ajouté M. Assadi.

Haïdar al-Mullah, un député d'Iraqiya, a pour sa part affirmé que son bloc était favorable à "toute option constitutionnelle" et respecterait la dissolution du Parlement si cela est fait de manière constitutionnelle.

"Mais nous réclamons aussi que le Premier ministre comprenne les deux côtés de la démocratie — quand cela est dans son intérêt et ça ne l'est pas", a dit M. Mullah.

Selon un analyste irakien Reidar Visser, les chances sont faibles que le Parlement soit effectivement dissous.

"M. Maliki souhaite probablement montrer qu'il est confiant et n'a pas peur du verdict des urnes", estime-t-il, soulignant que "il peut se le permettre car la probabilité que des députés votent pour perdre leur siège est très faible".

En outre, l'organisation de nouvelles élections ne serait pas une tâche aisée.

Le mandat de la Haute commission électorale indépendante (IHEC) expire le mois prochain et aucun remplacement n'a été nommé.

"Je pense que la situation politique aura un impact (...) sur le choix des nouveaux commissaires, et sur notre travail", a dit à l'AFP le président de l'IHEC, Faraj al-Haidari.

M. Haidari a passé plusieurs jours en prison en avril pour des allégations de corruption, une affaire qui selon lui était poussée par la coalition de M. Maliki.

La crise politique a paralysé le gouvernement et le Parlement, où aucune législation significative n'a été votée à l'exception du budget. Les autres mesures, notamment une loi régulant le secteur pétrolier, ont été reportées.

Des dirigeants politiques ont mis en garde contre les conséquences de l'instabilité politique sur la situation sécuritaire. Mercredi, au moins onze personnes ont été tuées dans l'explosion de trois bombes en Irak.

<http://www.assawra.info/spip.php?article328>

mercredi 27 juin 2012

par La Rédaction

[BHL a tenté de créer l'organisation "unicité et djihad" en Irak.](#)

Un document issu de la présidence de la République irakienne en 2001 accuse l'intellectuel français, d'origine juive, Bernard Henri Levi, d'être derrière le projet de création de l'organisation (unicité et djihad) en Irak. Le journal algérien, echourouk, révèle dans son édition de ce vendredi avoir obtenu un document classé, "confidentiel et personnel", datant du 18 septembre 2001, issu de la présidence irakienne et signé par Abdelhamid Mahmoud, secrétaire spécial de l'ancien président Saddam Hussein, selon lequel, Bernard Henri Levi a essayé de fonder une organisation terroriste liée à al-Qaïda, sous le nom "unité et djihad".

Selon ce document, la sécurité présidentielle de la République d'Irak a intercepté les agissements de Levi, et il s'est aperçu qu'il cherchait à organiser une réunion de coordination avec Massoud Barazani, président du Kurdistan irakien, en vue de créer ladite organisation terroriste pour perpétrer des opérations qui seront imputées à al-Qaïda.

La découverte de ce projet par les autorités irakiennes l'a étouffé dans l'œuf, selon le journal algérien, mais BHL a revu ses plans d'ingérence dans les affaires irakiennes et arabes conformément à d'autres scénarios, qui ont mené à l'occupation de l'Irak et à la pendaison de Saddam, indique le journal.

"Bernard Henri Levi est revenu de nouveau à l'avant-scène des événements arabes, à travers son soutien du printemps arabe en Tunisie, Egypte, Yémen, Libye et Syrie", ajoute echourouk.

"Le rôle de Levi est apparu plus dans la révolution libyenne, mais ses plans ont échoué dans l'agitation de la rue algérienne à plus d'une occasion", conclut le journal.

<http://www.gnet.tn/revue-de-presse-internationale/bhl-a-tente-de-creer-lorganisation-unicite-et-djihad-en-irak/id-menu-957.html>

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

Le point sur la situation sociale en Irak.

Notes à partir d'une conférence téléphonique le 26 juillet 2012 avec Falah Alwan, traduites en français par Renaud.

Le principal problème auquel font face les travailleurs irakiens en ce moment est la tentative du gouvernement d'imposer un nouveau code du travail. Depuis la chute du régime baathiste, les prolétaires irakiens ont travaillé sans code du travail officiel. En réalité, les gens ont travaillé sur la base de conventions et pratiques établies plutôt que sur celle d'un code légal. Il y a eu un premier jet de la loi en 2004, mais selon nous, il était pire que la loi de 1936 établie par la monarchie !

Le nouveau projet inclus 156 articles et nous avons de sérieuses objections sur 140 d'entre eux. Le code a été rédigé par le ministère du travail, donc il a été rédigé entièrement par des représentants du capitalisme. Il y a eu de soi-disant consultations avec des « représentants des travailleurs » - deux personnes issues de syndicats soutenus par le gouvernement ont été impliquées – mais il n'y a pas eue de réelle participation des organisations ouvrières indépendantes pour établir le code. Le nouveau code donne le droit de rejoindre un syndicat, mais seulement les syndicats soutenus ou reconnus officiellement par le gouvernement.

Les syndicats indépendants d'Irak se sont récemment réunis dans le Solidarity Centre de l'AFL-CIO au Liban pour discuter d'une campagne contre la loi. Nous voulons exercer une pression sur les autorités irakiennes, à la fois dans le pays et internationalement, sur cette question. Nous voulons dévoiler la réalité de ce nouveau code du travail, car beaucoup de travailleurs ne connaissent pas son contenu. Il ne contient aucune garantie des droits des travailleurs, et nous avons besoin d'obliger les autorités irakiennes d'écouter le mouvement ouvrier et changer le code.

Nous voulons un code du travail basé sur les droits des travailleurs – le droit de former des syndicats indépendants, le droit de grève, la santé, la sécurité sociale et d'autres droits de base sur le lieu de travail. Le gouvernement doit procéder à une seconde lecture de la loi au parlement avant que celle-ci ne soit ratifiée mais ils n'ont pas encore annoncé quand cette seconde lecture aura lieu. Nous ne voulons pas que ça aille jusque là. Si la loi est ratifiée, ce sera un désastre pour les travailleurs irakiens.

Il y a aussi des ingérences constantes du Ministère du Travail dans l'affaire des syndicats irakiens. Ils ont, pendant longtemps, tenté de délégitimer tous les syndicats sauf une unique fédération soutenue par le gouvernement. Récemment, le Ministère a tenu des soi-disant « élections » de représentants syndicaux, ce qui est une tentative directe pour saper la démocratie interne des fédérations existantes. On a demandé aux ouvriers de voter dans des élections générales, sans prendre en compte dans quel syndicat ils étaient membres, pour des « représentants » qui négocieront avec leurs employeurs. En réalité, les autorités ont acheté les gens pour qu'ils participent aux élections, par exemple, en promettant des emplois aux chômeurs s'ils votaient.

Le climat est une tentative des forces islamistes – mouvement Sadr et soutiens du Conseil Suprême – de gagner le contrôle politique des syndicats à l'intérieur du ministère du travail. Le ministre du travail lui-même, Nassar al-Rubayie est un membre du mouvement Sadr. A Bassorah, les bureaux de la Fédération Générale des Travailleurs Irakiens (General Federation of Iraqi Workers (GFIW)) ont été attaqués et il y a eu plusieurs protestations des travailleurs contre cela.

Il s'agit d'un problème politique. C'est le droit des travailleurs à choisir quel syndicat rejoindre et à élire leur propres représentants. L'imposition de fausses élections menace l'indépendance du mouvement ouvrier et menace de défaire tout ce que nous avons construit depuis les neuf dernières années.

Malgré ces conditions difficiles, beaucoup de grèves et de luttes ont encore cours en Irak. A Bassorah, il y a eu de grandes manifestations pour demander l'électricité. Beaucoup de maisons sont sans électricité, et dans le climat actuel – chaleur très élevée – c'est horrible de ne pas avoir d'électricité (pour les ventilateurs etc ...). Ces manifestations ont été violemment réprimées par l'armée et la police qui ont procédé à beaucoup d'arrestations. Des manifestations similaires ont eu lieu à Diwaniya.

A Bagdad, les travailleurs municipaux ont protestés dans le bâtiment du gouvernement local. Cela faisait partie d'un conflit à propos des avantages de logement. Les travailleurs du secteur public ont une clause dans leur contrat qui leur garantis un logement, mais ces travailleurs en ont été privés. Encore une fois, les autorités ont répondu très sévèrement à la manifestation.

A Bassorah, les ouvriers du secteur pétrochimique continuent leur campagne contre les pertes d'emplois et les transferts. Sur 5000 ouvriers d'une centrale particulière, 3000 ont été déclarés « surplus », et risquent licenciement ou transfert vers d'autres lieux de travail. Les travailleurs se sont battus contre cela. A Bagdad, les artisans maroquiniers ont agit récemment, demandant la santé et des avantages en terme de sécurité.

A l'échelle internationale, les travailleurs peuvent aider notre campagne contre le code du travail en protestant à l'ambassade Irakienne, en écrivant aux autorités irakiennes, et, en général, en faisant prendre conscience aux gens de ce problème. Nous avons besoin du maximum de solidarité internationale pour obtenir un code du travail basé la protection des droits des travailleurs.

<http://www.solidariteirak.org/spip.php?article829>

David Cronin : Comment Ashton saurait-elle ce qui est bon pour l'Irak ?

Les dernières nouvelles ont souvent besoin d'un avertissement. Dans un souci de transparence, les mots « il s'agit d'un communiqué de presse réchauffé » devrait apparaître au début de nombreux articles dans les journaux et les sites Web appartenant aux grands médias. Les bulletins télévisés devraient s'ouvrir avec une annonce disant : « une grande partie de ce que vous allez entendre reflète les intérêts des plus puissants ».

En début de ce mois l'Union européenne a signé un accord de "partenariat et de coopération" avec l'Irak. D'après mes recherches, il semble que presque tous les rapports de presse sur l'accord ont été basés principalement, sinon exclusivement, sur une déclaration publiée par Catherine Ashton, Haut Représentant de l'UE pour les affaires étrangères. Cette déclaration nous informe que l'accord serait "bon pour l'Irak".

Tous les journalistes qui ont écrit sur cet accord l'ont fait sans en connaître les détails. Quand j'ai demandé au porte-parole de Mme Ashton une copie du texte, il m'a dit qu'il n'est pas encore "accessible au public". Ashton et son équipe ont avancé leur version de l'histoire avant que quiconque ait une chance de les contredire.

Pourquoi devrait-on faire confiance à Catherine Ashton ? Ashton était un ministre du gouvernement britannique en 2003. Son patron à l'époque, Tony Blair, a décidé (avec George Bush) d'envahir l'Irak en violation de la Charte des Nations Unies, qui interdit expressément les guerres d'agression.

« Se prononçant » sur son emploi actuel en 2010, Ashton a déclaré aux députés qu'elle croyait que les bombardements en Irak étaient "la bonne chose à faire en fonction de ce que je savais à l'époque". Elle n'a à aucun moment présenté des excuses pour avoir soutenu cette guerre ni cherché à prendre ses distances d'aucune manière avec Blair. En effet, elle entretient des contacts réguliers avec ce criminel de guerre dans son rôle actuel d'« envoyé pour la paix internationale" (le titre que lui ont conféré les médias britanniques) pour le Moyen-Orient.

Comment Ashton pourrait-elle savoir ce qui est « bon pour l'Irak" quand elle a soutenu une occupation illégale qui a dévasté ce pays ? Tommy Franks, l'un des militaires « cerveaux » à l'origine de cette guerre, fit cette célèbre déclaration « nous ne comptons pas les corps ». Mais le nombre de morts était certainement énorme. Une étude réalisée en 2006 par The Lancet, une revue médicale faisant autorité, a estimé que la guerre avait causé 600.000 morts parmi les civils. L'organisation Just Foreign Policy avance aujourd'hui le chiffre de plus de 1,4 millions. Wikileaks a révélé comme malhonnête l'affirmation de Franks en relâchant les câbles diplomatiques qui prouvent que les Etats-Unis ont gardé un œil sur les victimes. Le IraqWar Logs, publié par Julian Assange et ses acolytes en 2010, recense 109.000 morts violentes dans la période 2003 à 2009. Plus de 66.000 des victimes ont été classées comme étant des civils.

Que savait exactement Ashton en 2003 ? Comme elle était ministre dans le département de l'éducation et des compétences, je suppose alors qu'elle n'était pas au courant de toute l' "intelligence" à la disposition

de M. Blair. Cependant, elle aurait été extrêmement naïve si elle croyait que la guerre était vraiment motivée par ces armes de destruction massive que Saddam était supposé cacher.

L'an dernier, *The Independent* a révélé que des réunions ont eu lieu entre les représentants du gouvernement britannique, Shell et BP dans les derniers mois de 2002. Les enregistrements de ces discussions révèlent que BP était « désespéré » de mettre ses griffes sur les réserves pétrolières de l'Irak. Le bureau des affaires étrangères a pris l'engagement de faire pression sur Washington pour s'assurer que les entreprises britanniques ne perdraient pas quand les contrats seront partagés après l'invasion. Ashton a juste signé un accord qui est présenté comme « bon pour l'Irak ». Voulait-elle dire en réalité qu'il était bon pour BP et Shell ?

Une note explicative sur le site du « Service d'Action Extérieure » de l'Union européenne, que Ashton commande, déclare que l'Union vise à assurer un niveau minimum de « prévisibilité » et de « sécurité légale » pour les entreprises travaillant en Irak. Le nouvel accord fait suite au "Protocole d'accord » de 2010 entre l'UE et l'Irak sur les questions énergétiques, et qui a promis un « cadre d'investissement transparent ».

Ces termes pourraient sembler anodins. Mais s'ils sont placés dans le contexte plus large de la politique commerciale de l'UE, ils prennent un sens plus sinistre. L' « Europe Globale » modèle défendu par cet autre acolyte de Blair, Peter Mandelson, quand il était commissaire au commerce de l'UE, a soutenu que tout obstacle rencontré par les entreprises faisant affaires à l'étranger doit être surmonté. A défaut de preuve du contraire, il faut donc en conclure que Mme Ashton veut exploiter les réserves de pétrole et de gaz de l'Irak d'une manière qui apporterait beaucoup plus de bénéfices aux sociétés occidentales qu'à la population irakienne.

En Juin 2011, le *Wall Street Journal* a rapporté qu'une loi sur l'investissement introduite en Irak exemptait de nombreux investisseurs d'impôt sur les sociétés pour une période allant jusqu'à 15 ans et leur permettait de rapatrier les bénéfices. Une interdiction constitutionnelle de la privatisation des principaux biens publics a été annulée par l'Autorité Provisoire de la Coalition, l'organisme américain qui a supervisé le pillage systématique de l'économie irakienne en 2003 et 2004.

Un total de 47 entreprises se prépare à une vente aux enchères des licences d'exploration pétrolière en Irak le 30 mai, selon Bloomberg. L'Irak est en bonne voie pour être le deuxième plus grand producteur de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole d'ici la fin de l'année, déclare l'agence.

La presse économique n'est pas à l'abri des charmes des « spindoctors ». Mais elle publie des faits utiles. Lisez-les attentivement et vous obtenez une vue plus précise de la façon dont le monde fonctionne plutôt que de copier-coller la propagande de Catherine Ashton.

Comment quelqu'un qui a soutenu une guerre illégale ose-t-il revendiquer savoir ce qui est bon pour l'Irak.

Source originale : [neweurope](http://neweurope.com)

Traduit de l'anglais par A. Krinah pour Investig'Action

29 juin 2012

Gilles Munier : Irak: L'Omerta des « amis des Kurdes ».

L'Ong *Transparency International* classe l'Irak parmi les huit pays les plus corrompus du monde. Au Kurdistan, tout a commencé pendant la guerre du Golfe de 1991 avec l'interdiction faite au pouvoir central d'intervenir au nord du pays. Le maintien de l'Irak sous embargo a ensuite généré des trafics qui ont considérablement enrichis Massoud Barzani et Jalal Talabani, notamment la contrebande de pétrole et de pneumatiques. Depuis 2003, la corruption au Kurdistan atteint des sommets : aucun contrat ne peut être signé sans payer sa dîme. Actuellement, deux fils de Massoud Barzani, font scandale. Mansour, qui a perdu 3,2 millions de \$ dans un casino des Emirats Arabes Unis et que son père est allé rembourser (1). Masrour, chef des escadrons de la mort du régime, qui s'est offert une villa de 10 millions de \$ dans l'Etat de Virginie, à 5 km du siège de la CIA ! (2) Serwan Mustafa, un neveu, est impliqué dans une affaire de rétro commissions. Le nom de *France Telecom* a été cité dans les médias kurdes (3)...

Plusieurs journalistes qui dénonçaient la cupidité des Barzani et des Talabani ont été arrêtés ou assassinés, des manifestants tués et des militants torturés. Aso Jabar, auteur de *Hell of truth*, un livre

interdit de 500 pages documentant la corruption et les violations des droits de l'homme au Kurdistan, s'est enfui aux Etats-Unis (4).

Pour l'exemple, Zana Mohamed Salih, puissant maire de Soulimaniya, a été arrêté le 8 avril dernier et accusé de corruption. Quelques jours plus tard, on l'a retrouvé mort, pendu dans sa cellule. Selon des parents, des traces de tortures constellaient le corps qui leur a été remis. Non seulement Zana Mohamed Salih niait toute implication dans le scandale, mais il refusait de taire les noms des personnalités du régime impliquées dans l'affaire (5). Est-il besoin de préciser que la prison de Soulimaniya est gérée par l'*Asayish*, le service secret de Masrouf Barzani ?

Ces informations ne sont que la face immergée de l'iceberg. Comment se fait-il que les « amis des Kurdes », nombreux en Europe, ferment les yeux sur de tels agissements ?

(1) Will scandals destabilize Kurdistan ? par Michael Rubin (*Commentary* – 15/5/12)

<http://www.commentarymagazine.com/2012/05/15/will-scandals-destabilize-kurdistan/>

(2) To fight corruption, Barzani needs to clean house, par Michael Rubin (*The Kurdistan Tribune* – 10/9/11)

<http://www.aei.org/article/to-fight-corruption-barzani-needs-to-clean-house/>

(3) France Telecom Trapped in Kurdistan's Korek Scam, par Mrs. Benaw Izzat (*ekurd.net* – 4/4/12)

<http://www.ekurd.net/mismas/articles/misc2012/4/state6060.htm>

(4) The troubling correlation between dialogue and dictatorship, par Michael Rubin (*Commentary* – 24/4/12)

<http://www.commentarymagazine.com/2012/04/24/troubling-correlation-between-dialogue-and-dictatorship/>

(5) Death of a Kurdish mayor: secrets, murder, suicide and corruption? par Zanko Ahmad, (*Niqash* – 20/4/12)

<http://www.ekurd.net/mismas/articles/misc2012/4>

Publié le 4 juillet 2012 avec l'aimable autorisation de Gilles Munier

Source : France Irak

<http://www.france-irak-actualite.com/...>

2 Dossier & Point de vue

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

[Irak : trop d'Américains dans le pays...](#)

Revue de presse (*Traduction et synthèse, d'après Timelive.co.za - Reuters* – 29/6/12).

Pour le gouvernement irakien de Nouri al-Maliki, le nombre d'Américains dans le pays est trop important ; même si ce dernier prétend vouloir entretenir de bonnes relations avec les Etats-Unis. Pour preuve, la signature d'un contrat d'achat de F16 pour la somme de 6 milliards de dollars.

Des experts US ont averti le Congrès que l'Irak rendait la vie difficile au personnel de l'Ambassade alors que le Département d'Etat et le Département de la Défense envisagent d'établir en Irak une large présence civile.

20 milliards de dollars manquent à l'appel

Il est d'ailleurs peu certain que les Irakiens veuillent préserver « les milliers » de projets de reconstruction coûteux, financés par les contribuables américains, après l'invasion de l'Irak, qui font partie du programme ambitieux de plusieurs milliards de dollars destinés à laisser en Irak la marque « *Made in America* ». « *La crainte existe que les projets transférés au gouvernement irakien ne soient pas poursuivis et manqueront les buts pour lesquels ils ont été conçus* ». Une partie du problème vient de ce que aucune donnée ne permet de pister lesdits projets : l'inspecteur général spécial pour l'Irak, Stuart Bowen, a découvert que quelque 20 milliards de dollars manquent à l'appel, rendant ainsi difficile aux Irakiens de savoir ce qui est disponible. **14 postes US dans le pays**

sont remis en question

L'ambassade avec ses 16000 personnes est la plus grande mission diplomatique US dans le monde auxquelles s'ajoutent les 2000 employés locaux. « *Nous voulons réduire le nombre à 11 500 dans les 16*

prochains mois... ». Une étude séparée montre que les forces de sécurité irakienne ont l'habitude de « *détenir* » des membres des compagnies de sécurité US à des points de contrôle, d'obstruer les convois, retardant ainsi l'approvisionnement de l'ambassade à partir du Koweït, de restreindre l'utilisation de son espace aérien « *mettant en danger les voies d'évacuation* ».

Par ailleurs, le lieu, la taille et les besoins en sécurité des 14 postes US dans le pays sont remis en question et seuls 5 contrats de concession de terrains ont été signés jusqu'ici.

Des critiques se font entendre sur le retrait, par Obama, des forces US en décembre dernier qui a affaibli l'influence US en Irak malgré les lourds investissements qui y ont été faits. Et, ce pays se rapproche de plus en plus de l'Iran...

Traduction et synthèse: Xavière Jardez

Source : Iraq questions continued US presence, congresswarned

<http://www.timeslive.co.za/world/2012/06/29/iraq-questions-continued-us-presence-congress-warned>

USA/Irak: Blackwater paiera 7,5 millions de dollars pour trafic d'armes

L'entreprise de sécurité Blackwater, désormais appelée Academi, a conclu un accord avec la justice américaine pour éviter un procès et devra payer une amende de 7,5 millions de dollars pour exportation illégale d'armements, a annoncé mardi le département de la Justice.

Cette affaire coûtera au total près de 50 millions de dollars à la société qui, outre l'amende, avait déjà conclu en 2010 un accord avec le département d'Etat pour lui verser 42 millions de dollars pour avoir violé la loi et les réglementations internationales sur les exportations d'armements à destination notamment de l'Irak et du Soudan, annonce un procureur fédéral de Caroline du Nord, Thomas Walker. La sulfureuse société, privée de contrats en Irak après une fusillade sur des civils en 2007, fut un important partenaire des militaires américains en Irak et en Afghanistan. Elle faisait l'objet d'une enquête depuis cinq ans.

La justice lui reprochait d'avoir exporté des fusils d'assaut et des équipements militaires sans licence et fourni des renseignements secrets sur des hélicoptères et des transports de troupes blindés à des ressortissants étrangers. Blackwater avait également fourni un entraînement militaire à l'étranger sans en avoir informé les autorités américaines.

Au total, la société était menacée de 17 chefs d'accusation, selon le procureur fédéral.

En novembre 2005, elle avait ainsi exporté au Soudan des téléphones satellitaires cryptés sans les autorisations requises. Entre octobre 2004 et

mars 2006, elle est accusée d'avoir exporté sans licence des munitions et des gilets pare-balles en Irak et en Afghanistan ou encore d'avoir entre 2006 et 2008 "fourni des données techniques et d'ingénierie relatives à la construction de transports de troupes blindés à des ressortissants de Suède et du Danemark sans autorisation", selon Thomas Walker.

Cette décision "conclut une enquête longue et complexe sur une société qui a fourni de précieux services au gouvernement des Etats-Unis et qui, par moments et de nombreuses manières, a manqué de respecter d'importantes lois et réglementations relatives à la façon dont notre pays interagit avec nos alliés et nos adversaires", affirme le procureur Walker, cité dans le communiqué.

Créée en 1997 puis cédée en 2010 par Erik Prince, un ancien membre des forces spéciales de la marine, les NavySeals, Blackwater avait déjà changé de nom pour celui de Xe, avant de devenir Academi fin 2011.

Elle est la plus emblématique de ces sociétés privées dont le rôle a été prépondérant en Irak et en Afghanistan pour assurer la sécurité des convois, des ambassades ou encore pour gérer les milliards de dollars d'aide internationale.

Blackwater a accumulé les revers ces dernières années. Elle a été interdite d'exercer en Afghanistan, le président Hamid Karzaï l'accusant, elle et d'autres, de représenter "un système de sécurité parallèle au gouvernement afghan", générant "pillages et vols".

Elle a de même été sommée de quitter l'Irak après avoir été impliquée dans plusieurs scandales, en particulier la mort de 14 à 17 civils à Bagdad en septembre 2007, et a dû cesser de s'occuper de la protection des diplomates américains à Bagdad en mai 2009.

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?fromval=1&cid=13&frid=13&eid=74490>

3 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ziad Tarek Aziz : Irak: "Silence, on exécute!"

Dans une lettre publique, Ziad Tarik Aziz, le fils de Tariq Aziz, ancien vice-premier ministre de Saddam Hussein et ministre des Affaires étrangères, condamné à mort, informe le monde des méthodes expéditives utilisées par le gouvernement irakien pour exécuter en silence ses anciens ennemis condamnés à la peine de mort. Voici l'intégralité de la lettre :

« Madame, Monsieur,

Je suis certain que vous avez entendu l'information sur l'exécution de l'ex-secrétaire du président (Saddam Hussein), Abid Hameed Hamoud. Cependant, ce que vous ne savez pas, c'est qu'il a été conduit à son exécution en pensant qu'on l'emmenait faire un contrôle médical. Le gouvernement irakien n'a même pas informé sa famille ou ses proches, ou pris ses dispositions pour la remise du corps.

C'est là un comportement typique du gouvernement irakien. Ils ont tellement soif de vengeance qu'ils ont ignoré les formalités consistant à informer le condamné de son exécution.

Mon père a été condamné à la peine de mort dans le même procès que M. Hameed. Je suis très inquiet à l'idée qu'ils puissent lui faire la même chose. Le secrétaire à la presse du Premier ministre a déclaré au début de l'année qu'ils allaient exécuter mon père, et ayant accompli cette formalité, rien ne peut les arrêter. Le monde doit savoir ce que ces gens ont fait et ce qu'ils feront, j'en suis certain, dans un futur très proche.

Je vous demande de m'aider à faire savoir au monde ce que ces gens ont fait et à arrêter ce qu'ils ont prévu de faire.

Merci pour votre soutien, ma famille et moi-même vous seront redevables.

Sincèrement

Ziad Tarik Aziz »

Source : Afrique Asie – juin 2012

<http://www.afrique-asie.fr/component/content/article/27-actualite32/3081-irak-silence-on-execute.html>

© G. Munier/X. Jardez

Publié le 12 juin 2012 avec l'aimable autorisation de Gilles Munier

Ramzy Baroud : LA SOMBRE TRAGÉDIE DES BOMBES « SILENCIEUSES » DE L'IRAK.

Quelque part dans ma maison j'ai une série d'albums photo dont je m'en rapproche rarement. J'ai peur que le flot de souvenirs cruels remonte à la surface en regardant les innombrables photos que j'ai prises lors d'un voyage en Irak. La plupart des photos sont celles d'enfants ayant développé des formes rares de cancer à la suite de l'exposition à l'uranium appauvri (UA), utilisé dans la guerre menée contre l'Irak, il y a plus de deux décennies.

J'ai visité un hôpital qui était attachée à l'université d'Al-Mustansiriya à Bagdad. L'odeur qui emplissait ses couloirs n'était pas l'odeur de l'antisepsie inhérente à l'hôpital, mais celle de la mort. Au moment de l'accablant siège, l'hôpital manquait même de matériel de base, d'anesthésie et médicaments. Les enfants assis regardaient fixement leurs visiteurs. Certains gémissaient dans des douleurs inconcevables. Les parents vacillaient entre l'espoir et la futilité de l'espoir, et au temps de prière, ils durent prier.

Un jeune médecin livre un diagnostic sans appel : « *Jamais aucun enfant qui arrive dans ce lieu ne le quitte vraiment en vie.* » Le jeune reporter, que j'étais à l'époque, pris diligemment note de ses paroles avant de poser plus de questions. Je n'ai pas bien saisi que la mort est l'étape finale.

Quelques années plus tard, la désolation de l'Irak continue. Le 16 août, 90 personnes ont été tuées et d'autres blessés dans des attaques à travers tout le pays. Les médias ont rapporté le bain de sang (près de 200 tués en ce seul mois), mais sans plus de contexte. Est-ce qu'on veut croire que la violence en Irak a transcendé tous les niveaux de la raison ? Que les Irakiens se font sauter tout simplement parce que c'est leur destinée de vivre dans la crainte perpétuelle et la misère ?

Mais ces morts, avant d'être tués, étaient des gens avec des noms et des visages. Ils étaient des individus à part entière dans leur plein droit, dignes de vivre. Nombreux sont les enfants, qui ne savaient rien des dissensions politiques irakiennes, ont été conviés aux guerres américaines et à l'occupation fomentées par ceux qui se nourrissent du sectarisme.

Nous oublions souvent cela. Ceux qui refusent de tomber dans le piège des extrêmes politiques ont toujours tendance à traiter et accepter la violence d'une manière ou d'une autre. Nous avons co-existé

avec la tragédie, avec la conviction que les bombes exploseraient au hasard et que les victimes survivantes ne pourraient pas être aidées. Nous avons en quelque sorte accepter l'idée que les réfugiés ne peuvent pas être rapatriés et ceux qui ont faim ne peuvent pas être nourris.

Cette étrange sagesse est plus apparente au Soudan. Dans l'état du Nil supérieur, des hommes meurent d'épuisement avant d'atteindre les camps de réfugiés de Batil. Certains marchent sans fin pendant des semaines entre le Sud Kordofan et le Nil Bleu, à la recherche de répit et de la moindre chance de survie. Ceux qui endurent le voyage – acculés par les combats que se livrent l'armée soudanaise et les groupes rebelles – pourraient ne pas survivre à la rudesse de cette vie qui les attend à Batil. La BBC, citant un avertissement émis par Médecins Sans Frontières a rapporté que le 17 Août, que « *les gens meurent en grand nombre dans un camp de réfugiés au Sud-Soudan.* »

« *Il s'agit d'une véritable catastrophe sanitaire* », (comme l'explique Helen Patterson, coordonnatrice médicale de MSF au camp de Batil), tout en examinant les rapports de la détérioration de la situation dans certains camps de réfugiés du Darfour. Batil accueille actuellement près de 100.000 à 170.000 réfugiés, ayant récemment fui leurs maisons. Selon l'ONG, 28% des enfants souffrent de malnutrition et le taux de mortalité atteint déjà deux fois celui du seuil d'urgence acceptée.

Le Darfour est, bien sûr, une plaie ouverte. Beaucoup de réfugiés se trouvent dans un état constant d'exode, comme ce fut le cas au début du mois. Les fonctionnaires de l'ONU ont déclaré que « *pas moins* » de 25 000 personnes du camp de réfugiés de Kassab étaient contraints de fuir à nouveau après que des groupes armés se soient confrontés aux forces gouvernementales. Ils se sont installés dans un autre « *camp* » à proximité, de la ville de Kutum. Selon l'opération hybride Union Africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD), le prétendu nouveau « *camp* » manque d'eau, de nourriture et de salubrité. (9 août, CNN).

Depuis lors, l'écho a disparu. Non pas parce que les réfugiés qui s'exilent vivent dans de meilleures conditions, mais parce toute l'attention de ces 25 000 réfugiés est détournée par l'engouement des médias pour l'hypocrisie politicienne et la presse people. On pourrait prendre une célébrité « *pacificatrice* » pour situer Batil ou Kassab sur une carte numérique puis le lendemain ou deux jours après, rien de moins que le nombre assez considérable de morts afin de faire des réfugiés une information pertinente de nouveau.

Cela a dit, aucun VIP en mal d'attention n'est prêt de s'aventurer au Mali dans un avenir proche. Alors que la crise humanitaire en Afrique de l'Ouest atteint des niveaux effrayants, les médias continuent de traiter le conflit au Mali en termes de logique d'intérêts occidentaux menacés par les rebelles, de coups d'Etat et de djihadistes. Laissant de côté le fait que l'Occident a contribué au chaos, 435 000 réfugiés affluent vers les pays voisins. Ce fut l'estimation la plus récente de l'Office des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires le 16 août, mais le fait a été ignoré par la plupart des médias. Le Programme alimentaire mondial estime que la crise alimentaire est dévastatrice – et non seulement pour les réfugiés affolés, mais aussi pour millions de personnes dans le pays. Le nombre d'enfants maliens dépassant, bien sûr, toutes les autres victimes. Ils sont impuissants, traînés à travers les déserts sans fin. Quand ils meurent, ils ne font que laisser une trace majorant une autre statistique, sans certitude, et, malheureusement, sans valeur.

Cependant, ici, nous pouvons fixer la morale de l'histoire. Chaque Malien, Soudanais, Irakien, Syrien, Palestinien, Yéménite ou de l'enfant rohingya importe énormément à ceux qui l'entourent. Sa vie – ou sa mort – peut facilement servir à fortifier un argument politique, faire un bon reportage du National Geographic, ou une photo Facebook avec de nombreux « *partager* » et « *j'aime.* »

Mais pour les parents, les familles, les amis et les voisins, leurs enfants sont au centre de leur univers, bien que pauvre et misérable en apparence. Ainsi, lorsque l'UNICEF ou l'UNRWA se plaint d'un manque de fonds, cela signifie en fait que des milliers de gens innocents souffrent inutilement, et que les centres de nombreux univers implosent de façon spectaculaire, l'espoir relayant le désespoir infini, et souvent la rage.

Il peut être accommodant d'affecter une sagesse politique conventionnelle afin d'expliquer les problèmes politiques complexes et les conflits violents. Mais les conflits prolongés ne rendent pas la vie plus précieuse, ou les enfants pas moins innocents.

C'est une tragédie qui se joue lorsque les Irakiens n'en finissent plus de défiler lors des enterrements de leurs proches, tandis que les Soudanais semblent être dans une quête permanente de survie. Mais c'est une plus grande tragédie encore, lorsque nous nous laissons manipuler par le déchaînement de la

violence humaine et quand nous acceptons comme une fatalité la réalité d'enfants errant à la recherche d'une gorgée d'eau au milieu du Sahara occidental.

Ramzy Baroud

Article original : [The darktragedy of Iraq's « silent » bombs](#)

Traduction : MecanoBlog

22 Août 2012·

pour Asia Times Online

<http://mecanoblog.wordpress.com/2012/08/22/la-sombre-tragedie-des-bombes-silencieuses-de-lirak/>

3 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

La liberté de la presse se détériore en Irak.

Il y a un an, le journaliste Hadi al-Mehdi, célèbre pour ses diatribes anti-gouvernementales, était assassiné à Bagdad. Depuis, l'enquête piétine, et militants et observateurs déplorent une détérioration de la liberté de la presse dans le pays.

Le 8 septembre 2011, Hadi al-Mehdi se trouve dans son appartement lorsqu'en début de soirée, des inconnus font irruption chez lui et l'abattent d'une balle dans la tête.

Sa mort provoque une onde de choc au sein de la société irakienne. Le lendemain de son décès, ses amis organisent des funérailles symboliques au cours desquelles un cercueil vide, recouvert du drapeau irakien, est transporté jusqu'à la place Tahrir, au centre de Bagdad.

Mais, très vite, l'hommage tourne à la manifestation contre le gouvernement de Nouri al-Maliki taxé d'incurie et d'incompétence. Les autorités promettent, elles, l'ouverture d'une enquête.

Mais depuis, aucun suspect n'a été appréhendé. Contacté par l'AFP, Adnan al-Assadi, vice-ministre de l'Intérieur, n'a pas souhaité s'exprimer.

Cette semaine, Radio Demozy, où officiait Hadi al-Mehdi, a prévu une série d'émissions spéciales en son honneur.

"Hadi disait tout au haut ce que tout le monde pensait tout bas", raconte Karnas Ali, directeur technique de la station sur les ondes de laquelle le journaliste s'en prenait trois fois par semaine sur un ton acerbe à l'incompétence et la corruption qui rongent la conduite des affaires publiques.

"Son émission lui a valu beaucoup d'ennemis", soupire M. Ali.

Mais le meurtre de Hadi al-Mehdi a surtout cristallisé la colère des défenseurs de la liberté de la presse qui dénoncent sans relâche depuis un an une marge de manoeuvre de plus en plus réduite pour les professionnels des médias.

"Jour après jour, la liberté de la presse régresse en Irak", regrette Ziad al-Ajili, chef de l'Observatoire de la liberté de la presse. "Je conseille à tous ceux qui affirment que la presse est libre de parler avec les journalistes qui sont sur le terrain".

Dans son classement des pays où l'impunité pour les meurtres de journalistes est la plus élevée, le Committee to Protect Journalists (CPJ) classe l'Irak dans les tout premiers.

Cette ONG installée à New York affirme même que la totalité des assassinats de journalistes sont restés impunis depuis 2003 et la chute du régime de Saddam Hussein.

Et une batterie de nouvelles lois, adoptées ou en cours d'adoption au Parlement, menace davantage la liberté d'expression.

Les militants dénoncent notamment une législation censée protéger les journalistes, une autre sur la cybersécurité et d'autres encore portant sur un projet de redéfinition des contours de la liberté d'expression.

Les textes ont en commun de mettre hors la loi des délits mal définis comme l'"atteinte à la morale" ou "l'expression de messages immoraux", pour lesquels sont prévues des amendes et des peines de prison particulièrement sévères.

"Ces termes vagues conjugués à des sanctions d'une extrême sévérité pourraient bien paralyser la liberté d'expression en Irak", tonne un diplomate occidental en poste à Bagdad, sous couvert d'anonymat.

Mais le gouvernement de Nouri al-Maliki ne voit rien d'alarmant à la situation des journalistes. Au contraire.

"Les journalistes irakiens jouissent d'une immense liberté", se félicite Ali Moussaoui, porte-parole du chef du gouvernement. "Les médias ont fait d'énormes progrès. On ne peut pas comparer leur situation avec celle qui prévalait sous le régime" de Saddam Hussein, conclut-il.

(05 Septembre 2012 - Avec les agences de presse)

La Rédaction

5 septembre 2012,

<http://www.assawra.info/spip.php?article803>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19